

# LA VOIX des Communistes

N°1

SEPTEMBRE  
2009

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT D'ORGANISATIONS COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

## NOTRE COMBAT

### ARRACHER LE PROLETARIAT A LA DOMINATION POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Après la seconde guerre mondiale (qui fut une conséquence de la crise économique mondiale de 1929) l'économie capitaliste en France a connu trente années d'expansion, les fameuses « trente glorieuses ». Durant cette période, une grande partie des salariés (ceux du « public » et des secteurs nationalisés, mais aussi ceux du « privé ») a « bénéficié » de meilleures conditions de vie, d'un marché de l'emploi favorable aux salaires (possibilités de faire des heures supplémentaires majorées de 25 et 50% par rapport au salaire de base), plein emploi et système de « sécurité » sociale.

Ces avancées furent possibles parce que le mouvement ouvrier était sorti fort de la guerre gagnée par l'URSS et de la Résistance où les communistes avaient joué un rôle déterminant mais aussi parce que l'intérêt du capital était de développer la production, asseoir sa domination économique et politique sur le prolétariat et qu'il acheta la paix sociale à l'aide d'une partie des superprofits qu'il tirait de son empire colonial. Il reçut l'appui **du Parti Communiste Français qui participa à la reconstruction de la France capitaliste et coloniale en échange des « conquêtes sociales » contenues dans le programme du Conseil National de la Résistance.**

Dans ce contexte, en France métropolitaine se développa une aristocratie ouvrière relativement nombreuse, de responsables politiques et syndicaux associés à la gestion de l'Etat capitaliste par l'intermédiaire de diverses institutions, commissions paritaires de l'appareil économique et administratif de l'Etat.

Suite p 2

Adresse électronique du ROCML : Roc.ml@laposte.net  
Adresse postale : « Les Amis de Karl Marx »  
BP 59 64340 BOUCAU

### EDITORIAL : NOTRE COMBAT

**Arracher le prolétariat à la domination politique de la bourgeoisie.**

Pages 1-6

### QUI SOMMES-NOUS ?

Page 2

### BELGIQUE

**LE BLOC-ML publie notre brochure sur la crise dans sa revue.**

Page 7

### DE LA LUTTE SYNDICALE

**pour les revendications économiques au combat politique pour la conquête du pouvoir d'Etat.**

Pages 8-9

**QUE PENSER DU LE SYNDICALISME en 2009 Contribution à la réflexion.**

Page 9

### LUTTES ETUDIANTES

**Les Jeunesses communistes dans la lutte**

Pages 11-13

### SANS PAPIERS

**La lutte des travailleurs sans papiers doit devenir la lutte du prolétariat de France**  
Communiqué de l'ACTIT

Page 14-15

**DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES**

**La question du Tibet** Pages 16-19

**LA SERBIE EXPORTE DES ARMES EN IRAK**

Page 19

**LIBRAIRIE DU ROCML** Page 20

Ces éléments embourgeoisés diffusèrent dans la classe ouvrière une idéologie de consensus avec les intérêts généraux de l'impérialisme français, dont dépendaient leurs sinécures et petits privilèges. Ainsi en opposition flagrante avec le développement des insurrections armées de libération nationale qui éclataient dans l'empire colonial français, en rupture avec les principes communistes de l'internationalisme prolétarien, les directions du PCF et de la CGT menèrent une politique consistant à maintenir les colonies dans le giron de l'impérialisme français dans le cadre d'une « Union française », contestant de fait le droit des peuples colonisés à mener la lutte de libération nationale.

Les « trente glorieuses » prirent fin avec la crise des années 70 qui fut mise sur le compte du « choc pétrolier ». Mais en fait, c'était déjà une crise de surproduction capitaliste. Les surcapacités de production industrielle mondiale entraînèrent une restructuration générale des activités productives devenues non compétitives. En France, cela se concrétisa par la liquidation de milliers d'entreprises de la sidérurgie, de la métallurgie, de la chimie, du textile... Les délocalisations se multiplièrent, le chômage grandit, les salaires évoluèrent à la baisse, les lois sociales commencèrent à être attaquées. Les gouvernements successifs de droite et de gauche (y compris avec le parti communiste, de 1981 à 1984) conduisirent cette logique réactionnaire. Le mouvement syndical fut incapable de mettre en échec les plans de restructurations de la bourgeoisie monopoliste. La paupérisation absolue devint effective pour une partie du prolétariat et certaines couches de salariés.

La bourgeoisie monopoliste parvint encore à maintenir en général un esprit de pacifisme social, favorisé c'est évident, par le passage actif des partis et des directions syndicales censées représenter les intérêts des travailleurs (PCF et CGT) sur des positions réformistes de collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Depuis deux ans environ, le monde est entré dans une crise économique historique plus profonde, disent des analystes bourgeois eux-mêmes, que la crise de 1929. La crise de surproduction des années 70 en effet n'a jamais été réellement surmontée. A peine sortis du creux de la vague, et malgré l'ouverture au marché capitaliste des ex-pays socialistes (marché très pauvre en demande solvable il est vrai), les monopoles occidentaux ont vu apparaître de nouveaux concurrents (les fameux pays émergents comme la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du sud...).

Tous les phénomènes de crise ont alors ressurgi, révélés au grand jour et amplifiés par la crise financière qui a éclaté quand les banques cessèrent d'alimenter artificiellement par le crédit la trésorerie des entreprises et les prêts à la consommation. (Voir la brochure du ROCML sur la crise).

**Suite p 3**

## **QUI SOMMES-NOUS ?**

### **LE RASSEMBLEMENT D'ORGANISATIONS COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES**

est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi. Il a été rejoint par le Comité Communiste des Bouches du Rhône.

Le ROCML est membre du CNUMCF et milite pour la fusion des organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme dans une seule organisation nationale.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

**LA VOIX DES COMMUNISTES** est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML. Son comité de rédaction souhaite que ses lecteurs contribuent à en faire aussi un espace d'échanges et de débat constructif.

Dans ces conditions, le prolétariat reçoit de plein fouet les effets de la crise : restructurations brutales dans l'ensemble des secteurs et des branches d'activité, fermetures de sites de production, licenciements massifs, salaires amputés, liquidation des garanties sociales (retraite, santé) et des services publics nécessaires aux travailleurs (hôpital, école, fourniture d'énergie, poste et télécommunications).

Face à cette dégradation brutale de leurs conditions d'existence, le prolétariat et de larges secteurs de la petite bourgeoisie expriment leur colère et leur volonté de résister et de riposter. Depuis plusieurs mois, les journées d'action syndicales nationales ont été massivement suivies, montrant une forte mobilisation des travailleurs.

Localement, la révolte des ouvriers s'exprime par des formes de lutte déterminées et de plus en plus en rupture avec la légalité bourgeoise et le pacifisme.

Pourtant, même contrainte à quelques concessions destinées à résorber les points chauds de la révolte sociale, la bourgeoisie monopoliste poursuit implacablement son œuvre destructrice avec l'aide de l'État à son service et les masses travailleuses ne sont pas encore parvenues à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour vaincre leur ennemi de classe.

Cette incapacité a deux causes: L'une, c'est la force de l'adversaire. La bourgeoisie détient tous les leviers économiques et politiques: l'argent, la loi, le pouvoir politique, l'appareil répressif de l'État, les médias... Elle impose ses volontés en utilisant ces leviers en permanence et en fonction des situations.

L'autre, conséquence de l'inexistence d'une direction politique révolutionnaire de classe, ce sont les faiblesses internes au mouvement ouvrier lui-même : le reflux de la conscience de classe, Le repli sur des intérêts catégoriels et individualistes favorisés par les échecs répétés des luttes que les états majors réformistes ont laissé dans l'isolement, entraînant le découragement qui mine l'esprit et la solidarité de classe.

**Les directions des syndicats aux différents niveaux portent une lourde responsabilité dans cet état de fait.** Ne parlons pas de FO et de la CFDT qui n'ont jamais été des syndicats

de lutte de classe, mais de la CGT qui fut, elle à une période de son histoire, une organisation anticapitaliste de classe et de masse avant de se transformer en syndicat réformiste comme les autres. Depuis qu'elle a abandonné dans les faits (avant de l'officialiser dans ses statuts) l'objectif de la destruction du capitalisme comme objectif du mouvement ouvrier, la CGT n'a rien fait (comme les autres syndicats jaunes) pour faire converger concrètement les luttes dans un mouvement général prolongé seul capable de faire reculer le patronat et les gouvernements bourgeois de droite comme de gauche. Depuis des dizaines d'années, la CGT a recherché systématiquement l'union avec les syndicats jaunes dans des journées d' « action » nationales sans résultats et sans lendemain, plutôt que de fédérer les luttes existantes et d'entraîner dans leur sillage toute la classe ouvrière, sur des objectifs communs.

Le résultat, c'est que les luttes sont restées isolées, qu'elles n'ont pas atteint leurs objectifs, que les travailleurs ont été battus et qu'ils ont pour beaucoup, par écoëurement, abandonné le terrain de la lutte de classe.

**Les communistes mais aussi tous les militants ouvriers anticapitalistes ont un énorme travail à accomplir sur leurs lieux de travail, dans leurs syndicats et dans leurs associations pour réintroduire chez leurs camarades la conscience d'être une classe exploitée par une autre classe et faire renaître la nécessité de combattre jusqu'à son renversement la classe bourgeoise adverse.**

Spontanément, les ouvriers frappés par la crise commencent à faire converger leurs actions comme l'ont fait les ouvriers de Continental-Clairex et ceux de Goodyear-Amiens. Ils utilisent des formes de lutte de plus en plus radicales, n'hésitant pas à transgresser le « syndicalement correct » comme les ouvriers de Caterpillar ou ceux de Molex. Les communistes doivent populariser ces actions exemplaires et agir sur leurs lieux de travail et dans leurs syndicats pour les soutenir ou les impulser quand ils le peuvent.

**Unis, classe contre classe, contre le capital doit être leur mot d'ordre. Toutes les luttes partielles doivent tendre vers ce premier objectif.**

**Suite p 4**

## REDONNER A LA CLASSE OUVRIERE LA CONSCIENCE DE SA MISSION REVOLUTIONNAIRE

Le second objectif c'est la réappropriation par la classe ouvrière de sa mission historique : le renversement du capitalisme par la révolution, la conquête du pouvoir politique, l'instauration d'un nouvel Etat dirigé par le prolétariat, et l'édification du socialisme comme transition au communisme.

La destruction du camp socialiste comme conséquence de la trahison révisionniste a gravement désorienté idéologiquement et moralement la classe ouvrière. Abandonné par les partis communistes dégénérés et la propagande anticommuniste aidant, l'objectif du socialisme s'est estompé et beaucoup parmi les travailleurs doutent qu'il soit possible de l'atteindre et de le réaliser.

Les communistes ont souvent le sentiment de prêcher dans le désert et effectivement ils sont à contre-courant.

Et pourtant : la crise actuelle du système capitaliste remet à l'ordre du jour cette nécessité et crée les conditions objectives pour que les masses s'en emparent de nouveau.

Le capitalisme est en effet dans l'impossibilité de dissimuler plus longtemps ses tares fondamentales et en particulier qu'il est un obstacle au développement harmonieux de l'humanité, un exploiteur implacable et cynique du prolétariat, un créateur de misère et de mort.

Dans les pays impérialistes comme la France, les illusions nées dans la période d'expansion économiques d'après guerre sont en train de s'écrouler les unes après les autres.

L'idée que **le capitalisme est responsable de la crise et de ses effets désastreux** sur les masses commence à faire son chemin.

Les communistes doivent être les amplificateurs et les propagateurs de cette prise de conscience. Ils doivent expliquer simplement, concrètement à leurs camarades de travail que la crise aura des effets irréversibles catastrophiques sur leurs conditions d'existence et que **la question de l'alternative révolutionnaire socialiste va nécessairement se poser.**

C'est pourquoi les communistes doivent impérativement rattacher les revendications et les luttes économiques à la nécessité de la révolution socialiste.

## COMBATTRE L'OPPORTUNISME ET RALLIER LES OUVRIERS AVANCES A L'ORGANISATION COMMUNISTE

L'obstacle principal à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire, c'est l'opportunisme et ses diverses formes réformistes ou révisionnistes.

L'opportunisme consiste dans l'illusion (ou le mensonge délibéré) que la lutte de classe doit se limiter à des réformes obtenues par des moyens pacifiques sans viser à renverser l'ordre capitaliste. Les opportunistes les plus hardis avancent que de réformes en réformes, le capitalisme se transformerait progressivement en socialisme...

Dans la période d'expansion des trente années d'après guerre, ce doux rêve a pu endormir la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, la bourgeoisie ayant les moyens de l'entretenir. Les directions du parti Communiste et de la CGT ont concouru largement au désarmement idéologique du mouvement ouvrier.

Après la guerre, en effet, le Parti Communiste Français avait choisi de collaborer à la reconstruction de l'économie capitaliste et a participé pour cela au gouvernement de De Gaulle. Laissons de côté le débat sur la possibilité de déclencher un processus révolutionnaire. C'est une autre question. Quoi qu'il en soit, pour donner le change au PCF et pour entraîner le peuple travailleur dans l'œuvre de reconstruction, ce gouvernement procéda à un certain nombre de réformes sociales profitables aux travailleurs.

Celles-ci furent effectives et même améliorées dans les conditions de l'essor économique et ont renforcé les illusions réformistes sur la possibilité d'aller ainsi tranquillement de progrès en progrès « vers un monde plus juste », voire vers le socialisme. Ces illusions ont été largement impulsées et parfois imposées par les appareils politiques et syndicaux censés servir les

Suite p 5

intérêts historiques de la classe ouvrière, mais qui servaient en réalité leurs propres avantages d'aristocrates ouvriers embourgeoisés.

Aujourd'hui, avec l'approfondissement de la crise, la dure réalité de la misère capitaliste a repris le dessus et la « sortie du tunnel » que l'économiste et politicien bourgeois Raymond Barre annonçait à la fin des années 70 est toujours annoncée mais n'est toujours pas en vue.. Le réformisme, désormais, n'a plus la possibilité d'obtenir du capital en crise les miettes qui lui ont permis de lui donner et de conserver une certaine influence sur les masses.

La voie est maintenant ouverte pour redonner de la crédibilité à une alternative révolutionnaire.

Encore faut-il renverser un certain nombre d'obstacles.

Ceux-ci sont idéologiques et mis en œuvre par les directions des partis bourgeois dits « de gauche », PCF compris depuis qu'il a abandonné la voie révolutionnaire, et par les syndicats, CGT comprise, depuis que ses dirigeants ont rejeté comme but de l'action syndicale la destruction du capitalisme.

Dans le mouvement syndical, il faut combattre et battre la stratégie réformiste qui canalise la révolte ouvrière vers les négociations avec les capitalistes et leurs représentants politiques gouvernementaux, qui fait tout pour empêcher que les travailleurs utilisent la violence de masse contre leur ennemi de classe, qui s'évertue à organiser des journées nationales comme soupapes de sécurité à la révolte générale, et qui fait tout pour laisser isolées les luttes quand elles éclatent sur le terrain et quand elles utilisent des méthodes dérangeantes pour les dirigeants confédéraux.

Dans le champ politique, il faut combattre toutes les illusions sur la possibilité de faire progresser les conditions d'existence des travailleurs sans abattre le capitalisme comme système, et l'illusion qu'il est possible de changer ce système par la voie pacifique et parlementaire.

Le combat contre le réformisme syndical nécessite que les militants syndicalistes révolutionnaires et les militants de lutte de classe s'organisent à tous les niveaux (locaux, départementaux, nationaux, par fédérations, et en cassant les frontières entre syndicats) pour af-

fronter ceux qui sabotent, en accord avec les patrons, l'organisation d'un mouvement de grève générale et prolongée, comme ont su le faire les travailleurs de la Guadeloupe il y a quelques mois.

Des initiatives ont eu lieu, ces dernières années, dans cette direction. Elles n'ont pas été couronnées de succès, jusqu'à maintenant. Mais elles mobilisent des syndicalistes de plus en plus nombreux qui s'opposent à la ligne réformiste de collaboration de classes.

Le processus de formation d'un mouvement syndical révolutionnaire organisé est malheureusement encore compliqué par l'action récupératrice de nombreux groupes trotskistes ou autres qui y défendent leurs intérêts sectaires mais surtout, et cela nous concerne directement, par la faiblesse du mouvement communiste marxiste-léniniste et l'absence d'un seul et véritable Parti Communiste Marxiste Léniniste en France.

En effet, sans parti communiste capable de définir les objectifs stratégiques et la tactique du prolétariat à chaque étape de son combat historique, le mouvement ouvrier syndical restera divisé, désorienté, dominé par le syndicalisme réformiste de soumission aux intérêts de la bourgeoisie, sans autre perspective que d'aller de défaites en défaites face aux attaques du capital.

**Nous sommes aujourd'hui à l'étape de la formation de ce parti sans lequel le prolétariat est sans boussole et sans gouvernail. Nous sommes faibles encore, sans liens politiques étendus et étroits avec la classe qui a besoin de ce parti.**

**Partout où nous agissons, nous devons donc tisser ces liens et rallier à notre ligne et à l'organisation communiste les éléments combattifs avancés qui se révèlent dans les luttes. Plus nous serons nombreux à mettre en œuvre de manière organisée le combat communiste, plus nos capacités d'organiser le combat révolutionnaire seront multipliées.**

.../... **Suite p 6**

## **UNIFIER DANS UN SEUL PARTI LES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES DE FRANCE**

Une autre cause du retard pris dans l'organisation du mouvement révolutionnaire des masses (et qui est un facteur de notre faiblesse), c'est la division des communistes révolutionnaires en multiples organisations et le retard pris dans le processus de leur unification. La résolution de cette question est urgente. Non qu'il faille la bâcler et la réaliser de manière artificielle. Mais il faut s'y atteler et la résoudre. La situation politique l'exige, et on ne peut accepter de la remettre aux calendes grecques.

Conscientes de cette nécessité, des organisations se sont associées dans le CNUMCF (neuf au total) pour avancer dans cette tâche en 2006. Cinq d'entre elles (CMC, CEL, AKM, des jeunes camarades des JCML d'Albi et de Pau ont fusionné au début 2009 pour constituer le ROCML, notre organisation. Et récemment un groupe de communistes de Marseille a rejoint le ROCML.

Parallèlement Le regroupement des jeunes communistes marxistes léninistes au plan national est en marche.

Certains diront que cette unification est fragile, qu'il reste des divergences sur certaines questions, que l'unité idéologique n'est pas totalement réalisée. C'est vrai. Mais tous nous sommes d'accord pour militer ensemble sur la base du marxisme léninisme, contre le révisionnisme, contre l'opportunisme de droite et de gauche. Les camarades qui pensent que cela ne suffit pas, dans une première étape, pour s'unir dans une seule organisation se trompent. Bien sûr, dans l'application de la théorie ML à la réalité concrète, des contradictions peuvent surgir ; mais nous affirmons que l'organisation unique est le meilleur cadre pour les traiter, si elles se manifestent, en appliquant la méthode du centralisme démocratique.

Que les camarades qui ne sont pas d'accord avec cela nous expliquent comment la dispersion des organisations pourrait être plus efficace pour traiter les contradictions !

Aujourd'hui, il s'agit donc de franchir une autre étape du processus d'unification.

Nous pensons que les organisations du CNUMCF qui n'ont pas encore fusionné entre elles (URCF, JCML Rhône et ROCML) doivent le faire.

Elles ont des divergences sur certains points tactiques qui sont en débat dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Mais elles sont d'accord sur les bases théoriques du marxisme léninisme de même que sur de nombreuses questions tactiques.

Nous sommes persuadés, et nous voulons en persuader les autres communistes, que si nous mettons en avant les intérêts du prolétariat, ces divergences secondaires, pour être traitées correctement, doivent être traitées à l'intérieur d'une seule organisation. Seule une contradiction portant sur les principes peut justifier la scission entre communistes et révisionnistes comme cela est arrivé à plusieurs reprises dans le mouvement communiste.

Le ROCML a donc pour objectif proche l'unification des trois organisations qui constituent le CNUMCF.

Mais cet objectif ne doit pas nous faire oublier qu'il existe en France d'autres organisations communistes qui se réclament du marxisme léninisme. Et nous n'aurons pas terminé notre travail d'unification tant que nous n'aurons pas tout fait pour être ensemble dans UN SEUL PARTI COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE. C'est le but du ROCML. Son vœu est de disparaître au plus vite en fusionnant avec les autres organisations communistes marxistes-léninistes dans ce parti.

**En avant camarades !  
Construisons le Parti Communiste de  
France Marxiste Léniniste dont le prolé-  
tariat a besoin pour vaincre !  
Vive la révolution socialiste !**

**ROCML**

Rassemblement d'Organisations Communistes Marxistes Léninistes

# BROCHURE DU ROCML SUR LA CRISE CAPITALISTE « ELEMENTS GENERAUX D'ANALYSE POUR COMPRENDRE LA CRISE ACTUELLE ET OUVRIR UNE PERSPECTIVE »

Destinée aux communistes et anticapitalistes de France comme matériel de propagande dans leur activité militante elle analyse les causes réelles des crises capitalistes et en déduit qu'on ne peut les éliminer qu'en se débarrassant du système capitalisme par la révolution et en édifiant une nouvelle société la société socialiste. Ce travail a rencontré un grand intérêt au-delà de son objectif initial. Ainsi les camarades du BLOC MARXISTE LENINISTE de Belgique l'ont reproduit dans leur publication centrale, CLARTE, précédé de la présentation suivante. Nous les en remercions et leur adressons notre salut internationaliste.

BLOC ML : [www.blocml.be](http://www.blocml.be)

Pour se procurer CLARTE : librairie Aurora, 34 rue Jean Volders, 1060 Bruxelles

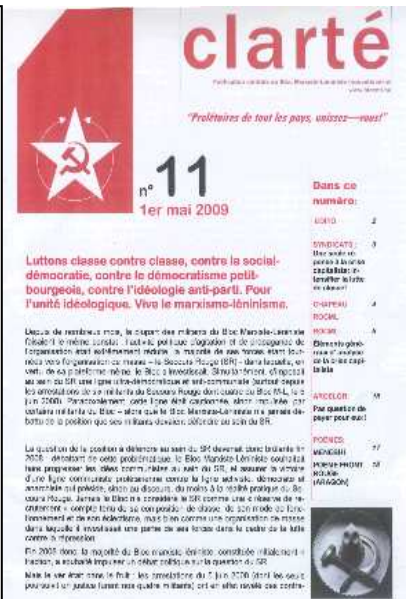
Le Bloc Marxiste-Léniniste a décidé de reproduire, dans son intégralité, le texte d'analyse de la crise actuelle qu'a publié, en février 2009, le Rassemblement d'Organisations Communistes Marxistes-Léninistes (ROCML) récemment constitué. Ce texte est d'une importance considérable, pour deux raisons :

Tout d'abord, nous saluons l'acte par lequel des organisations communistes des quatre coins de la France se rassemblent sous la bannière du marxisme-léninisme, afin de produire un texte théorique d'actualité, mais de portée globalisante et révolutionnaire. Ensuite et surtout, le contenu de ce texte nous montre qu'au-delà des façades financières et boursières, la crise actuelle ne diffère en rien, par sa nature, des crises structurelles de surproduction auxquelles le capitalisme nous a habitués, crises décuplées et mondialisées au stade de l'impérialisme avancé. Cette crise est liée à un mode de production particulier, à l'anarchie du capitalisme, non au boursicotage, à la spéculation, aux excès du néolibéralisme, à la dérégulation, la financiarisation ou autre...

Le document du ROCML explique en termes simples et rigoureux l'essence de cette crise, à savoir la « contradiction fondamentale entre le caractère privé des moyens de production et d'appropriation et le caractère social des rapports de production », et la nécessité de la révolution prolétarienne pour résoudre définitivement la crise du capital.

Il analyse également les moyens que les deux ailes politiques de la bourgeoisie - la droite et la gauche réformiste bourgeoise - tentent de mettre en oeuvre pour gérer cette crise, vainement car sans espoir d'y apporter une réelle solution politique. Ces crises marquent une lente et criminelle agonie d'un système mortifère et condamné, qui cependant ne mourra pas naturellement, de sa belle mort. Il peut, sous certaines conditions, repartir dans un nouveau cycle de développement. Ces conditions seront catastrophiques pour la classe ouvrière. La bourgeoisie ne sortira pas de cette crise sans « lourdes pertes matérielles, sociales, politiques et physiques pour le prolétariat, pertes qui peuvent se traduire par des guerres entre puissances impérialistes ou l'établissement de politiques ultra réactionnaires, voire fascistes. Les derniers râles de la bête immonde peuvent encore entraîner pour les peuples du monde une longue cohorte de drames, guerres et misères. Et si les communistes doivent soutenir les revendications des masses dans la lutte pour leur pouvoir d'achat, si l'intérêt immédiat des travailleurs est de « refuser, par leurs luttes, de payer les pots cassés par la bourgeoisie », cette crise ouvre également aux communistes une perspective pour un changement révolutionnaire du mode de production, un changement de système social, économique et politique.

Ce document nous montre, sans le moindre doute, que le socialisme est



la seule solution à la crise du capital, à travers la planification de la production par l'état ouvrier, et nous rappelle que la supériorité du socialisme a été démontrée par l'URSS de Lénine et Staline. Le Bloc Marxiste-léniniste se rallie totalement aux positions exposées dans le document du ROCML, et tout en restant une organisation visant à la révolution contre l'État bourgeois belge, tout en visant à « faire la révolution dans notre propre pays ». - affirme son soutien - au nom de l'internationalisme prolétarien - à l'initiative d'unification des camarades français.

# DE LA LUTTE SYNDICALE POUR LES REVENDICATIONS ECONOMIQUES AU COMBAT POLITIQUE POUR LA CONQUETE DU POUVOIR D'ETAT



**Lénine, dans son ouvrage *Que Faire ?*, a parfaitement caractérisé « l'économisme », c'est - à -dire les tendances visant à confiner la lutte des ouvriers dans le cadre des revendications économiques, comme une déviation du marxisme et montré la nécessité de combattre ce fléau au sein du mouvement ouvrier.**

A l'époque de Lénine, les « économistes » avançaient la thèse que la lutte politique contre le tsarisme devait revenir à la bourgeoisie libérale, et que le prolétariat ne devait mettre en avant que des revendications à caractère économique. Leurs penseurs – comme Prokopovitch – publièrent un journal attaquant Lénine et ses partisans. Ces derniers répondirent en rejetant les thèses économistes en mettant en avant la nécessité cardinale pour le prolétariat d'avoir son propre parti.

Lénine nous a montré comment les émeutes primitives traduisaient déjà un certain éveil de la conscience, car les ouvriers rejetaient leur soumission au régime qui les exploitait. Si les émeutes restèrent à l'état de révolte, les grandes grèves qui suivirent dans la période suivante montraient désormais bien plus de leurs de conscience, car ces grèves permettaient de formuler des revendications et de chercher un rapport de force pour les faire aboutir. Selon Lénine les grèves sont des embryons de conscience, « **l'élément spontané n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient** ». Autrement dit la grève est la lutte (syndicale) qui marque l'éveil de l'antagonisme entre les ouvriers et les patrons. Mais, à ce niveau, les ouvriers ne peuvent pas avoir encore la conscience révolutionnaire. Celle-ci ne peut leur venir que de l'extérieur par la doctrine révolutionnaire ; car « **sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire** », d'où la nécessité en pratique de fusionner le mouvement ouvrier en lutte avec le socialisme scientifique, « **la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de**

**l'extérieur de la sphère économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui du rapport de toutes les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? On ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux d'entre eux qui penchent vers l'économisme, à savoir : 'aller aux ouvriers'. Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social - démocrates [révolutionnaires] doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée ».**

Autrement dit, la tâche des révolutionnaires communistes est d'introduire dans le mouvement ouvrier spontané les bases de la théorie marxiste léniniste, en un mot faire fusionner en un tout indissoluble ce mouvement spontané avec l'activité du parti révolutionnaire.

Si Lénine a combattu et vaincu ces tendances spontanéistes, elles sont encore présentes aujourd'hui à travers certains partis politiques trotskystes, écologistes, révisionnistes, réformistes ... ou associatifs comme Attac et le Monde Diplomatique. La tâche des communistes est donc de les combattre et de les vaincre de nouveau. Car « **le développement spontané du mouvement ouvrier tend à le subordonner à l'idéologie bourgeoise (...)** car le



***mouvement ouvrier spontané c'est le trade-unionisme (...) et le trade-unionisme c'est l'asservissement idéologique des ouvriers à la bourgeoisie*** ».

Il est d'une nécessité absolue de détruire, comme le font les « économistes », l'idée fautive qu'il n'est pas besoin pour le prolétariat d'avoir son parti et que celui-ci doit se contenter des luttes économiques. Le parti du prolétariat ne naît pas sorti de la cuisse de Jupiter, mais est le fruit du travail scientifique, du matérialisme historique et du matérialisme dialectique.

Le spontanéisme prend surtout la forme de courants réformistes qui s'attaquent parfois de manière violente aux tares de la société capitaliste - voire même dans des courants terroristes comme ceux d'Action Directe qui se lancèrent dans des actions aventuristes complètement coupées des masses. Les dirigeants d'AD ont payé chèrement ce type d'action en croupissant dans les geôles de l'Etat bourgeois pour en sortir des dizaines d'années après brisés, sans que la lutte révolutionnaire pour le socialisme n'avance d'un iota.

En fait, ***« économistes et terroristes s'inclinent devant deux pôles opposés de la tendance spontanée : les économistes, devant la spontanéité du « mouvement pur », les terroristes, devant la spontanéité de l'indignation la plus ardente d'intellectuels qui ne savent pas ou ne peuvent pas conjuguer ensemble le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier »***.

Ainsi, le spontanéisme ne part pas de la conviction que le système capitaliste et impérialiste est injuste et barbare et qu'il faut le réduire en cendre pour lui substituer la dictature du prolétariat. Bien au contraire, il est utilisé par les groupes et partis pseudo révolutionnaires pour tenter d'enchaîner les travailleurs en lutte aux chaînes du capitalisme, en usant de mots d'ordre ultra-gauches ou irréalisables, ou en pratiquant la collaboration de classe, en sabotant les grèves, en combattant les syndicalistes de lutte de classe ... au travers d'une problématique qui n'est en aucun cas la destruction du mode de production capitaliste. Leur cri de « guerre » peut se résumer à ce genre de mots d'ordre : « faire payer les riches » ou « faire payer leur crise aux

riches » ou encore des gadgets comme la « taxe Tobin » d'Attac. D'autres trotskystes ou révisionnistes vont plus loin en voulant « interdire les licenciements » mais seulement « dans les entreprises qui font des profits » ; les autres entreprises peuvent licencier !

Ou encore pour les plus radicaux la « nationalisation sans indemnité des entreprises qui licencient » toujours bien sûr dans le cadre du système capitaliste. Il s'agit de rendre plus moral et plus respectable par des réformes ou des accumulations de réformes le système capitaliste, mais surtout il s'agit de ne pas le remettre en cause dans ses fondements en asservissant les ouvriers à l'idéologie bourgeoise. Il suffit cependant d'ouvrir un peu les yeux pour voir que les réformes ou concessions n'offrent aucune garantie de pérennité.

Le mot d'ordre de « nationalisation » est souvent utilisé par nos économistes ! Or, les nationalisations ne sont qu'un des moyens par lequel l'Etat bourgeois intervient dans l'économie au profit de l'ensemble de la classe capitaliste. Elles sont une forme particulière de la propriété capitaliste permettant de renforcer le capitalisme monopoliste et donc de mieux parvenir à sa survie. Les nationalisations et plus généralement les réformes de structure ne sauraient remettre en cause bien au contraire le capitalisme tant que l'Etat capitaliste demeure.

Il ne s'agit pas de nourrir d'illusions les travailleurs en lutte. Le combat syndical est nécessaire, mais il ne suffit pas. C'est un combat sans fin s'il se borne à limiter l'exploitation et l'oppression capitaliste ; mais dans ces limites, il ne peut conduire à la victoire décisive contre le capital qui suppose la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par le prolétariat.

Pour enrayer les mouvements de lutte l'Etat bourgeois peut parfois accorder des concessions (grâce au pillage des peuples des colonies et à la surexploitation des peuples dominés) qu'il s'empressera de reprendre le moment voulu. Pour prévenir les luttes autant que possible, l'Etat bourgeois peut soudoyer les dirigeants syndicaux en leur octroyant des sinécures en échange d'un syndicalisme de « proposition » c'est-à-dire de « dialogue social » pour « animer la politique contractuelle ».

Aussi, les communistes doivent non seulement démasquer les partis réformistes, mais aussi mener une lutte contre les directions de toutes les confédérations syndicales CGT comprise et leurs bonzes à la solde de l'Etat bourgeois.

Ainsi, toute l'activité d'un parti communiste est d'éradiquer tous les courants spontanés, droitiers ou gauchistes, en dirigeant toutes les luttes de classes jusqu'à la révolution socialiste, au renversement de la dictature de la bourgeoisie et jusqu'à l'instauration du socialisme par la dictature du prolétariat.

Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, aucune convulsion du système, même la plus forte, ne peut le mettre à terre. Il n'y a aucune fatalité quant à cette destruction, la seule chose qui la rendra possible c'est l'action même de ceux qui s'organiseront et construiront l'instrument de cette destruction.

Les communistes du ROCML agissent pour la création d'une telle structure, de ce parti d'avant-garde qui manque cruellement à la classe ouvrière et aux travailleurs en lutte.

**Louis**

## **QUE PENSER DU SYNDICALISME EN 2009**

Je vais commencer en disant comment s'est créé le syndicalisme : tout d'abord et pour simplifier les choses, les prolétaires ont pratiqué l'entraide mutuelle au travers d'associations. Par la suite les ouvriers se sont aperçus qu'individuellement, face aux patrons, et bien ils n'obtenaient rien. Ils ont compris qu'ils devaient se regrouper pour avoir plus de force, et voilà comment est né le syndicalisme, porte-parole et moteur de la classe ouvrière pour affronter le patronat, le capital. Dans un système capitaliste, c'est l'exploitation, la misère, la surproduction, la guerre, le racisme qui permet à ce système de se maintenir en France comme ailleurs. Le syndicalisme est le seul moyen d'arracher des avantages sociaux et salariaux. Mais pour cela, il faut un syndicalisme qui soit sur les bases de lutte de classe et de masse et indépendant du capital. Pour que ce syndicalisme puisse agir, il faut avant tout l'existence d'un parti communiste qui donnera l'impulsion et le soutien. Avec un tel parti à ses côtés, les travailleurs pourront vaincre le capital.

La chute du bloc soviétique a été néfaste à la classe ouvrière et aux masses dans le monde. En France, le parti communiste français a été détruit par le gouvernement socialiste de Mitterrand car les dirigeants du PCF ont renié le marxisme, le léninisme, le stalinisme, c'est-à-dire le parti communiste de l'Union Soviétique pour s'allier à la bourgeoisie et trahir la classe ouvrière. Par sa défection idéologique, son effondrement était inévitable. Par là même, la classe ouvrière s'est retrouvée sans défense.

La CGT qui était la courroie de transmission du parti communiste français a connu la même dérive. Elle a abandonné la lutte de classe et de masse et a laissé le champ libre au capital et par ce fait, elle est devenue la courroie de transmission du patronat, du capital, de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas tout : elle s'est ralliée par l'intermédiaire de la CFDT et de FO aux deux syndicats jaunes que sont la CES issue du Vatican et la CSI issue de la CIA américaine.

Les résultats sont là : Ils font de la collaboration de classe et nous avons perdu tous nos acquis.

**En résumé, sans un parti communiste révolutionnaire, il ne peut y avoir de syndicalisme de classe et de masse.**

**Dans un système socialiste avec un parti de type bolchévique, cela se passe tout autrement : Le syndicat est la courroie de transmission de la classe ouvrière et des masses pour faire savoir les impératifs dans la production et le débat social. L'exploitation n'existe pas, il n'y a pas de surproduction, il n'y a pas de compétitivité de la classe ouvrière et on recherche l'amélioration continue de l'existence des ouvriers et des masses travailleuses.**

**L'émancipation des peuples passe par la révolution pour abattre le capitalisme et instaurer le socialisme.**

**Un camarade de Marseille**

# LUTTES ETUDIANTES A PAU

## Les jeunes communistes dans la lutte

**Le mouvement social qui a vu la jeunesse étudiante s'opposer à la LRU (loi sur la Liberté et Responsabilités des Universités) était la première lutte d'envergure à laquelle ils participaient. Un camarade tire les leçons de l'expérience acquise.**

Le mouvement a commencé en novembre, à la faculté de Pau et dans les lycées environnants (Mourenx, Orthez, Pau...). Notre région a été l'une des premières à se mobiliser au niveau national contre les réformes Darcos et contre la LRU.

Au début le mouvement fut un peu désordonné et spontané. Les débuts ont donc été difficiles. Nous formulons certaines réserves mais nous y avons pris part avec plusieurs objectifs. Premièrement adapter les mots d'ordre aux conditions matérielles des étudiants et sur les objectifs des réformes en montrant son caractère de classe, d'autre part nous menions aussi un travail syndical au sein de la FSE (fédération syndicale étudiante). Nous avons aussi travaillé à l'union dans la lutte entre les lycées et la faculté. Dans les premières manifestations un fait nouveau est intervenu en comparaison avec les années précédentes : les forces de l'ordre ont eu une attitude d'intimidation, ce qui était nouveau pour nous. Jusqu'à maintenant, à Pau, la répression était un bien grand mot. A ce sujet je rappelle ces phrases de l'une de nos interventions: **L'Etat au service de la bourgeoisie utilise tous les moyens afin de contrer, essouffler le mouvement.** Le 5 décembre 2008, la manifestation lycéenne était jugée illégale et interdite. Le lycée bloqué de Mourenx a été vidé par la gendarmerie à l'appel du proviseur, et les gendarmes ont fait croire à un relevé d'empreintes sur les vitres. A Pau, la police tend à intervenir beaucoup plus dans la manifestation, à menacer les lycéens d'arrestation en cas de simple changement du trajet prévu de la manifestation. De même le soir du 10 décembre, après une manifestation, les Renseignements Généraux ont appelé un des «leaders» lycéen afin de le mettre en garde...Ce même jour, 6 camions de CRS étaient présents en ville en cas de «possibles débordements»...Voilà ici le véritable visage de l'Etat, un Etat au service de la classe dominante qui n'hésitera pas à matraquer les jeunes si ceux-ci en arrivent à un durcissement de



### Un jeune camarade raconte son arrestation (extraits)

Ce mardi 17 mars, les étudiants de l'UPPA (Université de Pau et des pays de l'Adour) avaient préparé comme la semaine précédente une manifestation aux flambeaux.

(...)...On apprend au départ de la manif à 19h30 qu'un effectif important de police nous attend devant la sortie Sud du campus. On décide alors de passer par la pelouse, dans le noir, pour éviter que la police nous empêche de sortir de la faculté. Arrivés au rond point, ce sont 300 étudiants qui s'élancent dans les rues de Pau. (...) La manif se met donc en marche pour le centre ville au son de « *Pécresse, si tu savais...* », Les premiers flambeaux illuminent la nuit et réchauffent l'atmosphère. On joue au chat et à la souris avec la police, changement de voie et occupation des deux voies parallèles par la manif. Une première poubelle est renversée au milieu de la route, de façon totalement spontanée. Le ton est lancé. Les étudiants sont déterminés ! 5 semaines de blocage et de lutte intense sans que l'Etat ne bouge d'un poil, y en a marre de jouer au joli pacifiste bisounours (...) Arrivés devant la préfecture, nous faisons brûler des cartons au son de divers slogans. C'est alors que la police intervient pour arrêter ce feu, jouant la provocation, venant piétiner le feu...La tension monte entre les forces de police (A bas l'Etat policier est crié)

Après cela, on nous suggère de faire le tour des bars comme nous sommes le soir de la saint Patrick, beaucoup d'étudiants la fêtant. **suite p 13**

la lutte pour faire entendre leurs revendications.

Nous, communistes, nous avons soutenu cette lutte et avons eu un rôle de prise de conscience au sein de la jeunesse: nécessité d'un Parti communiste, aborder la violence de masse, lutte contre le mouvement spontanéiste, contre le réformisme, l'opportunisme...etc. Notre rôle est primordial.

Nous avons pris la parole dans les assemblées générales pour diffuser nos mots d'ordre. Nous nous sommes faits petit à petit connaître de la masse étudiante. Il est à noter que nous avons été la seule organisation politique de jeunesse à réellement être présente et à lutter quotidiennement au sein de l'université. Notre travail quotidien nous l'avons maintenu pendant toute la durée des mouvements. A partir de décembre le mouvement a pris une réelle ampleur touchant la majorité de la jeunesse étudiante. Les manifestations se succédaient et le blocage s'éternisait. Les jeunes commençaient à se rendre compte que les luttes traditionnelles qui étaient menées par la jeunesse depuis quelques années n'apportaient plus de victoires.

C'est donc à partir de février que le mouvement a gagné en qualité et en radicalisation. Le virement s'est opéré lors des manifestations de nuit. D'une part les étudiants ont compris que la majorité des "leaders" qui prenaient la parole dans les assemblées avec des discours « révolutionnaires » ne participaient pas au mouvement lorsque celui-ci remettait en cause l'ordre établi mais ils ont aussi pu constater que nous mettions nos paroles en conformité avec nos actes et nous nous sommes retrouvés naturellement en tête de ces manifestations. Lors de la première manifestation on entendait dire que c'était les staliniens qui dirigeaient les actions! C'est réellement à partir de là que nous avons eu un noyau fidèle autour de nous. C'est à la deuxième manifestation de nuit que tout s'est échauffé. Après quelques altercations avec les forces de l'ordre qui ne cessaient d'être provocatrices, trois étudiants ont été mis en garde à vue, arrêtés en pleine manifestation, après de longues échauffourées avec la police de Pau. Sur les trois, deux étaient membres de la JCML. Tous les jeunes présents ont vite compris que nous étions ciblés par la répression ainsi que le syndicat de lutte de classe la FSE. La solidarité a été forte et nous en sommes ressortis plus solides. Après les arrestations en mars la fin des mouvements a suivi. Le temps

était venu pour nous de faire le bilan de ces luttes.

Toute la propagande que nous avons faite n'a pu être comprise par les jeunes que liée à une véritable activité militante, nos mots d'ordres ont pénétré la jeunesse seulement lorsque nous leur démontrions et qu'ils comprenaient par la pratique, dans la lutte, la réalité du capitalisme. L'idée qui était jusque-là sur le papier est devenue motrice dans nos actions, nos idées ont été matérialisées dans la lutte. Cela, beaucoup de jeunes l'ont compris, et nous avons pu mieux leur démontrer ce qu'était l'opportunisme ou le réformisme lorsque nous avons eu à nous confronter à leurs positions dans la lutte. La théorie marxiste-léniniste sur l'Etat n'a jamais été mieux comprise que lorsque nous avons eu à lutter contre ses chiens de gardes. Nous avons très vite organisé nos contacts dans un cercle de réflexion, pour cimenter nos relations mais aussi pour continuer les formations idéologiques que nous menions depuis un bon moment. Le cercle dès sa première réunion a regroupé plus d'une dizaine de jeunes et la JCML a recruté de nouveaux adhérents.

Ce bilan positif de la lutte pour les JCMLs vient du fait que nous avons su lier dialectiquement la théorie à la pratique, que nous avons toujours mis nos actes en conformité avec nos déclarations, qu'on ne s'est jamais défilé et nous avons toujours été du côté de ceux qui luttent pour une cause juste et enfin parce que nous avons toujours étudié la réalité objective et subjective pour déterminer nos pratiques et nos mots d'ordre. Tout cela a été fait par un travail communiste quotidien à travers les syndicats et les collectifs où se trouvait la jeunesse et nous continuerons sur cette voie.

En avant camarades!

Zaïtchik. août 2009



Il nous faut un quart d'heure à une demi heure de marche pour atteindre le périmètre où se situent de nombreux bars palois... C'est à cet instant précis qu'un camarade de la Fédération Syndicale Etudiante est arrêté et embarqué par la police alors qu'il essayait d'allumer un feu de cartons. Des camarades s'étaient mis autour du véhicule pour l'empêcher de partir. Alors les policiers interviennent pour nous faire sortir, ils nous lancent des gaz lacrymogènes, en matraquent certains, en bousculent d'autres ... Mais les étudiants continuent à empêcher la voiture de s'en aller, formant un cercle autour (..) j'ai vu un motard arriver comme un dingue, il venait sur moi à une allure élevée. J'ai juste eu le temps de l'éviter de justesse. En même temps, le motard m'a bousculé au vol et m'a gueulé « *on va te casser la gueule* ». Là, les policiers se jettent sur moi, je me débats au milieu des gaz pour leur échapper. Enfin la police parvient à me mettre à terre, face contre sol, pour que j'arrête de me débattre, les policiers me tordent le bras. Là ils parviennent à m'immobiliser.

Une fois que la police parvient à me mettre dans la voiture, ils m'emmènent au commissariat. C'est chose difficile puisque les étudiants résistent encore et empêchent les voitures de partir. La policière crie dans le talkie et dit à la voiture d'à côté : « si t'arrives pas à partir, écrase les, on s'en fout, il faut faire vite »... Et mon véhicule s'élance à son tour dans les rues de Pau, nous sommes les derniers à partir. Dans la voiture débutent menaces et provocations de la part de la police : « tu vas payer crois moi », « personne ne te soutiendra, tu te retrouveras seul ! », « tu mangeras pour les autres »...etc. Arrivés au commissariat ils me disent, « de toute façon, t'es un communiste ! » et là je leur réponds calmement : « non terroriste comme en 40 »...

A l'arrivée au commissariat, j'ai le sourire aux lèvres ce qui énerve les policiers : « qu'est ce que t'as à sourire, tu souriras moins quand tu vas prendre !! »... De nouveaux policiers m'ont pris en charge, et me fouillent les poches, me mettent à poil (caleçon aux chevilles). Cela peut paraître humiliant mais ma haine m'a enlevé toute fausse pudeur... Ils me mettent en cellule d'écrou, la pire cellule de garde à vue puisque c'est une cellule d'isolement. Cette cellule est petite, la lumière toujours allumée, le « lit » est une caillasse, froide, les toilettes sont turques, sans chasse, l'odeur de l'urine règne dans la cellule ; mes yeux piquent, mes lèvres sont brûlantes, ce sont les effets des lacrymos, mon bras gauche ensanglanté au coude, j'ai les traces rouges des menottes sur mes poignets, des courbatures partout ! J'en profite d'être seul pour faire quelques étirements, à préparer mes potentielles réponses, histoire de faire passer le temps. Ainsi, je me calme et me relaxe avant que la police m'interroge. Quelques temps après (je ne saurais dire étant donné que sans rien, j'ai complètement perdu toute notion de temps), on vient me chercher et on me présente à l'officier de PJ. Il me demande mon identité et je lui dis qu'il n'a qu'à regarder mes papiers, puisqu'ils me les ont confisqués... l'officier furieux me ramène dans ma cellule qu'il referme avec violence... La lumière empêche de dormir, le sol est trop dur, la caillasse trop froide, toujours cette odeur d'urine qui vous monte au cerveau et vous prend le nez. Pas de mouchoir : obligé de renifler. Pas de couverture, il n'y en avait que deux, elles

sont déjà prises, je suis en tee shirt, et quel froid il fait ... Le froid est à l'image de la police et du régime politique. Le temps passe, un homme passe dans les cellules, il tape à ma cellule (c'est la seule où la porte n'est pas transparente !) et me demande si ça va, avant même que j'ai eu le temps de réfléchir, il referme la porte et dit « c'est bon je le connais ». Moi aussi je connais cet homme, il s'agit des renseignements généraux, vous savez d'autres appellent ça, mais pour des pays autres que nos « républiques démocratiques », la police politique ! En tout cas ça sent la sortie, on vient me chercher pour la deuxième audience, on me dit que je risque une amende ou le tribunal, je vais être maintenant convoqué devant le procureur, je passe enfin devant la photo (vous savez avec le nom, la taille...etc.) et prise d'empreintes digitales... Là on me dit que je suis libre, je récupère mes papiers, mon argent a été compté, mes papiers analysés... A ma sortie, c'est tous les camarades qui m'attendent, c'est les amis sincères, ce sont des surprises aussi, comme les professeurs d'histoire. Leur applaudissement fait chaud au cœur, leur solidarité me réchauffe et me remue... Ils ont été là pour nous, ils sont restés là la veille face à la Police en bouclier, qui les a matraqué ! Ils ont résisté et sont encore plus déterminés... Maintenant avec le recul nous voyons que c'est la Jeunesse marxiste de Pau qui a été visée par ces arrestations, les deux étudiants arrêtés lors des heurts en font partie. La police n'a pas arrêté au hasard. Depuis le début de l'année, nous faisons un énorme travail dans les différents collectifs, toujours avec un message différent des autres organisations, réformistes...

L'Etat montre son visage policier, n'hésitant pas à réprimer les étudiants si l'intérêt de la classe dominante est menacé ! Les étudiants contestent une loi que l'Etat ne veut pas remettre en cause, le peut-il d'ailleurs ? Avec la crise économique, l'Etat peut-il se permettre de revenir à la situation d'avant LRU (loi sur la Liberté et Responsabilités des Universités) ? Il n'en a pas l'air. Notre analyse est claire, maintenant : si nous voulons gagner, faire triompher nos intérêts d'étudiants futurs travailleurs, il nous faudra briser l'Etat policier...

Ce rapport de force n'est pas encore fait, c'est une lutte de longue haleine, il nous faut mener un combat politique intense chez les étudiants, les amener à la politique et à comprendre que leur émancipation ne passera que par la démolition de l'Etat capitaliste actuel... Les chiens de gardes du capital sont bien la police ! Le commissaire l'a bien expliqué. Il fallait arrêter les étudiants avant qu'ils ne brisent des vitrines... Défendre la propriété privée des moyens de production, défendre l'état actuel des choses, voilà le rôle de la police. En luttant contre la LRU, nous remettons en cause l'état actuel des choses et la bourgeoisie ne peut le tolérer, alors soit nous rentrons dans les rangs, soit nous nous battons et devons assumer les coups qui nous tomberont dessus. Toujours nous nous en relèverons car les contradictions deviendront toujours plus fortes entre les conditions de vie des travailleurs et l'appropriation privée des richesses qui restera toujours entre les mains des capitalistes. C'est ainsi que nous serons plus forts et c'est ainsi que nous vaincrons...

## LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS DOIT DEVENIR LA LUTTE DU PROLETARIAT DE FRANCE

**Communiqué de L'Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie**

**NON A LA SUREXPLOITATION  
D'UNE PARTIE DE  
LA CLASSE  
OUVRIERE  
PRIVEE DU DROIT DE SEJOUR!**

Le mouvement des sans-papiers connu comme le mouvement «des sans-papiers de St Bernard» suite à l'occupation le 28 juin, de l'église St. Bernard, a certaines caractéristiques qui lui sont propres.

Premièrement ce mouvement est né en tant que le fruit et le résultat du mouvement ouvrier des années 1995-96. Ce mouvement a souligné le fait que les sans-papiers faisaient partie de la classe ouvrière de France et à partir de cela a initié pour la première fois une campagne unitaire des syndicats (CGT, CFDT, FSU, UNSA) et d'autres associations contre les lois Pasqua le 4 Avril 1996.

Malgré le soutien des syndicats à commencer par la CGT et d'autres associations, l'initiative des sans-papiers qui ont commencé une grève de la faim le 5 juillet, s'arrête après l'intervention musclée de la Police. Le 12 Août Louis Viannet, alors secrétaire général de la CGT à cette époque, en soutenant les sans-papiers souligne que les ouvriers immigrés et autochtones ont les mêmes intérêts de classe.

Le mouvement des sans-papiers est allé pour la première fois au-delà de la simple revendication pour obtenir des papiers, en mettant en même temps dans leur programme, la revendication de la libre circulation de la classe ouvrière face à la libre circulation des capitaux.

Une manifestation de 20 000 participants est organisée le 21 août. Une telle participation pendant l'été, était particulièrement exceptionnelle en France.

Le mouvement des sans-papiers est ainsi passé du domaine des droits de l'homme au domaine du conflit entre le travail et le capital. Le 23 août, La bourgeoisie qui ne supportait pas



cette évolution du mouvement intervient pour tenter de le faire cesser en prenant comme prétexte la santé des grévistes de la faim. Une force de police et de CRS de près de 1500 hommes intervient à l'église St. Bernard, abattant la porte à coups de hache et expulsant 300 personnes.

Deuxièmement, l'autre particularité de ce mouvement a été la fondation du Comité National des Sans Papiers, le 20 juillet. Les autres comités étaient subordonnés à celui-ci.

Ainsi le mouvement des sans-papiers ne s'est pas arrêté après l'expulsion de l'église St. Bernard. L'agence BNP qui se trouvait au 32 rue fb. Poissonnière est occupée le 16 septembre 1996. Les sans-papiers continuèrent leur lutte dans ce lieu presque pendant un an.

L'ACTIT a soutenu le mouvement des sans-papiers depuis 1991 et en est membre actif durant toute cette période. Les réunions hebdomadaires du comité de solidarité avec les sans-papiers de St. Bernard se tenaient au local de l'ACTIT situé à Paris Xème (Rue Gabriel Laumain).

Le premier juin 1997 le gouvernement Jospin soutenu par le PS, le PC et les verts est constitué. Le vote des lois dites de Chevènement ne change rien à la situation, la majorité des travailleurs sans-papiers restèrent sans-papiers. Pendant cette période les débats portent sur le droit de libre circulation des ouvriers entre ceux qui revendiquaient des papiers pour tous et ceux qui soutiennent la position gouvernementale de régularisation cas par cas.

Pendant ces débats, des comités par ethnies ou par pays d'origine se sont formés malgré l'existence du comité national. ACTIT s'est opposée dès le début à cette tendance qui divisait les immigrés, affaiblissait le mouvement des sans papiers, et donc la revendication générale «des papiers pour tous». **Suite p15**

Malgré ces divergences l'ACTIT a toujours soutenu toutes les luttes légitimes des sans papiers même quand elles avançaient les revendications partielles des sans-papiers et continuera à l'avenir à les soutenir.

Aujourd'hui, face à l'état de division de la lutte des sans-papiers nous appelons à une lutte pour la régularisation globale et sans conditions de tous les sans-papiers autour d'un seul comité unitaire à l'échelle de la France. Il faut mettre en avant l'égalité des droits des ouvriers sans-papiers avec ceux de nationalité française ou ouvriers immigrés ayant leurs papiers, sans faire distinction d'origine ethnique ou de nationalité.

Il faut chercher avec les syndicats et les autres associations de la classe ouvrière et sans rejeter aucun moyen de lutte, le chemin pour mettre fin à la souffrance que subissent les centaines de milliers de sans-papiers depuis des décennies, sous la surexploitation de ceux qui profitent de leur situation irrégulière, de la discrimination entre ouvriers étrangers/autochtones, de la division de la classe ouvrière entre ceux qui ont leurs papiers et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui sont syndiqués et ceux qui ne le sont pas.

Sans doute les principaux acteurs de cette lutte doivent être les sans-papiers eux-mêmes. Néanmoins cette lutte doit être poursuivie avec les ouvriers qui ne veulent pas perdre leurs boulots, et en solidarité avec leurs luttes. Contre ceux qui exploitent au noir les sans-papiers et ceux qui veulent délocaliser les entreprises parce que la main d'œuvre coûte cher, et qui constituent une seule et même puissance.

Le but sera atteint si on cible les intérêts de la bourgeoisie et les intérêts des multinationales en élaborant une ligne de classe et en préservant l'unité de la lutte. Le fait que les grandes confédérations syndicales ne jouent pas correctement leur rôle, ne saurait être un prétexte pour les prendre comme les cibles de la lutte. Il faut cibler les politiques réactionnaires dont le champion est Sarkozy et non pas la CGT. Nous devons élaborer de nouveaux moyens de lutte contre les lois et les applications qui menacent les intérêts communs de tous les travailleurs y compris ceux qui sont immigrés.

La plupart des ouvriers sans papiers sont surtout dans les secteurs comme le bâtiment, le nettoyage, l'agriculture et la garde des enfants ou des personnes âgées. Nous devons chercher les moyens d'organisation dans ces secteurs surtout pour organiser les intérimaires et les femmes assistant les vieux ou les enfants. D'autre part il faut développer des revendications communes pour les sans-papiers, pour les chômeurs, pour les SDF, ainsi que pour les étudiants immigrés malgré le mode de vie instable de ces derniers. Les ouvriers sans-papiers ne doivent pas se contenter des déclarations de solidarité avec les ouvriers licenciés, mais doivent soutenir effectivement leurs luttes.

**13 ans après l'expulsion des sans-papiers de l'église St. Bernard, il faut éviter la division et s'appliquer pour que cet anniversaire devienne un tournant de la lutte et pour que l'union soit à nouveau retrouvée.**

**Il faut que les syndicats organisent aussi les grèves des ouvriers sans papiers et que les sans-papiers à leur tour, créent des comités au niveau départemental comme au niveau régional, pour unir leurs forces dispersées; il est aussi indispensable de créer les moyens pour que les syndicats et les comités puissent agir ensemble et d'une manière centralisée.**

**A partir du mois de septembre nous devons quitter les domaines des luttes sectorielles/ethniques pour passer aux domaines de luttes centralisées où pourront s'unir tous les sans-papiers à l'échelle nationale et que la lutte soit victorieuse.**

**POUR LA REGULARISATION GLOBALE DE TOUS LES SANS-PAPIERS!**

**ACTIT**

## L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI ET LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE

### SUR LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Faut-il soutenir ou non les revendications des nations opprimées – y compris le droit de se séparer de l'Etat oppresseur – dans les cas particuliers où ces revendications s'expriment dans des anciens Etats fédéraux socialistes et quant elles sont exploitées, dans leurs visées stratégiques, par des puissances impérialistes appartenant au vieux camp impérialiste occidental ?

Cette question s'est posée pour la Tchétchénie et le Kosovo. Elle se pose pour le Tibet et le Sin Kiang et elle se posera sans doute pour d'autres conflits nationaux. Les prises de position que ces situations provoquent montrent que les communistes ne sont pas encore unis sur ce problème.

Pour certains, ces revendications, les luttes séparatistes et les conflits armés qu'elles entraînent sont indéfendables et condamnables parce qu'elles servent les intérêts de l'impérialisme, c'est-à-dire dans leur esprit l'unique impérialisme occidental. Leur analyse est que le monde est aujourd'hui divisé en deux : d'un côté l'impérialisme avec à sa tête les USA et dans son sillage l'Europe et le Japon, et de l'autre un camp anti-impérialiste ( plus vraiment socialiste mais progressiste) avec à sa tête la Chine et la Russie et qui regroupe un ensemble de pays dits « émergents » comme l'Inde, le Brésil, le Venezuela, l'Afrique du Sud ou qui résistent à l'hégémonie de l'impérialisme étasunien comme Cuba, l'Iran...

Dans cette vision des contradictions du monde aujourd'hui tout mouvement national qui affaiblit ce prétendu camp anti-impérialiste est condamnable, tout mouvement qui le renforce est à soutenir.

Cette division simpliste et manichéenne du monde actuel ne correspond à aucune réalité. Elle reproduit un schéma qui date d'une époque où existait un camp socialiste et repose sur une analyse erronée du système impérialiste mondial actuel et de ses contradictions.

L'URSS n'existe plus comme état socialiste. La Russie et la Chine sont devenues des pays impérialistes et les contradictions qui les opposent aux impérialismes occidentaux plus anciens sont des contradictions inter-impérialistes. Ces états exploitent et oppriment maintenant des nations qui s'étaient librement et volontairement associés à eux dans le cadre du socialisme.

Du point de vue du Marxisme-léninisme il n'est pas juste de soutenir ces nouveaux états oppresseurs dans leur politique de mise sous tutelle des nations qu'ils oppriment sous prétexte que les aspirations à l'indépendance de ces nations opprimées profitent à d'autres oppresseurs. Comme Lénine l'exprime clairement dans son article *La révolution prolétarienne et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* :

*Le fait que la lutte contre une puissance impé-*

*rialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, « être exploitée » par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut plus obliger la social-démocratie à renoncer aux droits des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, que de nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme »*

En tant que communistes marxistes léninistes, nous soutenons les luttes des nations opprimées, quels que soient les Etats qui les oppriment et leur passé- qu'ils soient impérialistes de longue date ou qu'ils le soient devenus plus récemment - Le droit des nations opprimées à combattre jusqu'à la séparation la nation oppressive et à s'ériger en Etats nationaux est un principe marxiste léniniste inaltérable.

**Pour illustrer cette position de principe, nous publions un article du camarade Vijay Singh, dirigeant du Parti Communiste de L'Inde Léniniste. Cet article porte sur la question du Tibet que les impérialistes occidentaux ont agitée à l'occasion des Jeux Olympiques de Pékin pour harceler et déstabiliser leur rival impérialisme chinois.**

**Les jeux olympiques sont loin. Mais l'article reste d'actualité. Il réalise une analyse marxiste léniniste de cette question particulière et plus généralement sur la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Nous le portons à la connaissance de nos lecteurs en souhaitant qu'il encourage la réflexion et le débat constructif sur ce sujet.**

### LES JEUX OLYMPIQUES DE PEKIN ET LA QUESTION DU TIBET

**Dans la perspective des Jeux Olympiques qui doivent se dérouler à Pékin, l'impérialisme US mène une campagne de désinformation contre la politique de la chine au Tibet, instrumentalisant les débris du féodalisme tels que le Dalaï Lama, les classiques journaux au service de l'impérialisme, des organisations humanitaires et des personnalités d'Hollywood.**

Suite p 17



C'est un jeu familier qui a été pour la dernière fois joué dans les années Reagan où les Etats-Unis ont mené une campagne politique semblable contre son rival impérialiste avant les Jeux Olympiques de Moscou et qui a atteint son apogée avec le boycott des jeux par les Etats-Unis.

La campagne des Etats-Unis doit aujourd'hui être vue pour ce qu'elle est : une tentative d'affaiblir politiquement l'Etat chinois dans sa propre « basse-cour », pour accélérer le développement, commencé il y a un demi-siècle, du « socialisme de marché » en Chine, et pour briser la coquille de l'Etat de démocratie populaire. C'est également aussi avec l'objectif d'encercler militairement par la terre et par la mer un pays qu'elle considère comme un rival impérialiste dangereux. En Chine les médias parlent d'une recrudescence du chauvinisme Han en réaction aux troubles au Tibet et à la campagne récente de dénigrement de la Chine par les Etats-Unis. L'excitation des luttes intestines des nationalités et religieuses est une partie intégrante de la politique de l'impérialisme US à travers le globe.

Aucune propagande des Etats-Unis issue des universités et des journaux ne peut occulter le fait qu'après la révolution de 1949 le peuple chinois a aidé à la transformation démocratique de la société tibétaine. La République Populaire de Chine a aidé à supprimer le féodalisme, elle a engagé la réforme agraire, supprimé l'esclavage, émancipé les serfs, mis fin au despotisme théocratique du Lama bouddhiste et effectué la transformation économique de la société tibétaine la projetant hors de la tyrannie et de l'obscurité médiévales dans la lumière du 20ème siècle, en apportant les avantages de la société industrielle et de la transformation démocratique de l'Etat : établissements économiques coopératifs, nourriture, abri, et habillement, instruction, éducation, et sécurité sociale parmi les masses tibétaines. C'est de l'ironie de voir les Etats-Unis -qui oppriment les nations afro-américaines et portoricaines dans ses frontières d'Etat, exploitent les pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants autour de la planète, et ont une politique destructive de la démocratie et de la laïcité- pointer du doigt la Chine. L'opinion démocratique doit comprendre la vraie nature de cette politique.

Les premières années du mouvement révolutionnaire en Chine le parti communiste adopta une approche et un programme exemplaires en

ce qui concerne la question nationale. Mao tsé toung en sa qualité de président du comité de direction central de la République soviétique chinoise en 1931 et dans son discours au deuxième congrès soviétique en 1934 a dénoncé sans détours l'oppression nationale des militaristes et des propriétaires terriens chinois ainsi que l'oppression des minorités nationales par les classes dirigeantes de princes, de bouddhas vivants et des lamas et leur capitulation devant la colonisation impérialiste.

Il avait compris la nécessité d'unir les nationalités opprimées telles que les Mongols, les Tibétains, les Coréens, les Annamites, les Miaos et beaucoup d'autres autour des Soviétiques en Chine afin de renforcer la révolution contre l'impérialisme et le Kuomintang<sup>1</sup>. Mao se félicite de la constitution adoptée par le premier congrès des soviétiques tenu en 1931 à Juichin au Kiangsi, qui dans son 14ème article indiquait que la « *Chine soviétique reconnaît l'autodétermination complète des minorités qui peuvent jusqu'à faire sécession et former des états libres et indépendants* » (souligné dans l'original). La constitution des soviétiques chinois de 1931 fait valoir que « *l'union libre des nationalités remplacera l'oppression nationale* ».

Ceci conduira à la création d'une « Union des Républiques Soviétiques » selon le modèle de l'Union Soviétique, une structure d'Etats démocratiques édifée selon le point de vue exprimé par Marx sur la question irlandaise.

Une telle approche a été maintenue jusqu'à la fondation de la République populaire de Chine. Une énorme transformation révolutionnaire économique et politique, eut lieu dans les territoires nationaux des minorités nationales après 1949. Mais en termes de résolution de la question nationale on ne peut pas dire qu'une solution démocratique complète ait été accomplie. Les zones contiguës des peuples de langue tibétaine n'ont pas été administrativement unies après libération tandis qu'en Mongolie intérieure le peuple mongol a été séparé sur le plan administratif. Le Parti Communiste Chinois et l'Etat de la République populaire n'ont pas tenu leur promesse d'une libre union des nationalités dans laquelle le droit à l'autodétermination serait reconnu jusqu'à la possibilité de sécession. De ce fait les nationalités de la Mongolie, du Tibet, du Sin-Kiang et d'ailleurs ont été subordonnées à la majorité Han, et cette dernière est maintenant devenue une nationalité constitutionnellement favorisée qui pourrait diriger les destins des nationalités qui habitaient les vastes

**suite p18**

régions de la République Populaire de Chine. Les nationalités de Mongolie, du Tibet et du Sin-Kiang comme ailleurs, qui formaient la majorité numérique dans leurs anciens territoires nationaux ont été classées « minorités nationales ». Cette caractérisation a été introduite dans la constitution de 1954 et elle devait être reproduite dans les lois fondamentales suivantes qui ont été promulguées par l'Etat chinois. La défense de l'unité et de l'intégrité du territoire de l'Etat chinois (et pas de l'union libre des nationalités basées sur le droit à l'autodétermination des peuples) est devenue le principe constitutionnel fondamental de base. De cette manière l'approche politique du PCC sur la question nationale s'est éloigné du marxisme et s'est rapprochée des positions de Sun-Yat-sen et du Kuomintang.

Le camp du socialisme et de la démocratie qui couvrait une douzaine d'Etats a connu une rupture fondamentale dans sa politique économique dans les années 1954 à 1958 qui furent caractérisées par le rôle ascendant du « socialisme de marché » en Union Soviétique, en Chine populaire et dans la majorité des démocraties populaires. Ces années ont également connu des transformations théoriques, politiques et idéologiques correspondantes dans lesquelles le traitement de la question nationale a été une composante importante. Cela a donné lieu à des paradoxes curieux. L'Union Soviétique a maintenu formellement dans sa loi fondamentale les principes Léninistes-Stalinistes sur la question nationale jusqu'à son autodestruction en 1991. Mais les partis communistes alignés sur le PCUS ont rapidement abandonné l'approche marxiste sur la question nationale après 1953, en particulier le principe démocratique de l'autodétermination nationale. Le Parti Communiste des Etats-Unis a par exemple remis en cause l'application de ce principe concernant la nation afro-américaine qui avait été élaborée par Lénine, Staline et le Komintern. En ce qui nous concerne le PC Indien au milieu des années cinquante a abandonné le point de vue que l'Inde était un état multinational dans lequel le droit à la séparation devait être reconnu comme base d'une union volontaire des républiques démocratiques populaires. Et après quelques moments d'hésitation après sa création le PCI(Marxiste) s'est également aligné sur ce qu'il appelait l'idéologie révisionniste soviétique du PCI. Petit à petit le PCI et le PCI(M) ont effectué un rapprochement harmonieux avec les doctrines « nationalistes » du Parti du

congrès. Celles-ci correspondaient aux besoins économiques de la grande bourgeoisie et de son marché multinational en Inde organisé par Sardar Patel par des pressions sur les Etats princiers féodaux et par des « actions de police non violentes » appropriées.

Le Parti Communiste Chinois, comme nous l'avons déjà noté, avait rompu avec l'approche marxiste de la question nationale après la libération. Mais les partis communistes et les organisations révolutionnaires qui sont apparues dans les années 60 et qui se sont alignés sur Pékin et Tirana ont généralement défendu les principes Léninistes-Stalinistes du droit des nations à l'autodétermination. Le PCI (ml) dès sa création est revenu à la compréhension de l'ancien PCI avant qu'il ne devienne révisionniste et a accepté le droit à la sécession et en particulier pour le Cachemire et les nationalités dans la région Nord-Est de l'Etat indien qui étaient en pleine lutte pour leur émancipation nationale.

En mettant de côté les paradoxes, un enchevêtrement et une interpénétration de courants idéologiques opportunistes ont vu le jour sur la question des nationalités pour justifier l'abandon du point de vue marxiste. Ils prennent prétexte du rôle actif qu'ont joué les Etats-Unis et l'impérialisme allemand dans la destruction des fédérations soviétiques et yougoslaves dans les années 90 pour nier le droit à l'autodétermination et de la sécession nationale qui servirait les visées de l'impérialisme.

Le sécessionnisme, affirme-t-on est devenu l'outil préféré de l'impérialisme US. Il ne fait aucun doute que, malgré la restauration du capitalisme en URSS à la fin des années 1950 et de la liquidation de la démocratie populaire dans la République Fédérale de Yougoslavie à la fin des années 40, la conservation des structures fédérales dans ces Etats était formellement progressiste, et il est clair qu'elles constituaient des barrières importantes à la pénétration des principales puissances impérialistes du monde comme les Etats Unis et l'Allemagne.

Les « nouveaux » arguments contre la reconnaissance du droit démocratique à l'autodétermination nationale dans la période contemporaine ne sont qu'une resucée de la politique du mouvement communiste international de la période de Khrouchtchev et, en remontant encore plus loin, des positions de la social-démocratie

**Suite p 19**

de droite dans la partie précédente du 20ème siècle. Les Bolcheviks, qui ont également lutté contre l'impérialisme quand la Russie soviétique a dû se battre contre la multitude d'armées étrangères sur le sol soviétique qui étaient alliées à l'armée blanche dans la période de la guerre civile, ont confirmé le principe de l'union des nations basées sur le droit à l'autodétermination.

Ce fut sur cette base que la libre fédération des nations a été construite en Russie soviétique et plus tard en Union Soviétique. Les Bolcheviks ont clairement établi que la lutte pour le socialisme dans les pays multinationaux était inextricablement liée à la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination: l'application de ce droit de décider son futur a conduit à la formation d'une république fédérative.

La récente déclaration du dirigeant du PCI(M) , Prakash Karat sur le Tibet est un condensé de la position idéologique de la social-démocratie contemporaine de droite sur la question nationale. Karat a occulté toute référence au marxisme ou à la démocratie dans sa critique des vues du BJP fasciste hindou qui a soutenu la campagne anti-chinoise des Etats Unis sur les émeutes de Lhassa. Karat, basant ses arguments sur une logique « nationaliste » a rappelé que le BJP en soulevant la question de l'indépendance du Tibet « *rendait un mauvais service à notre pays* » parce que cela soulèverait des demandes sécessionnistes en Inde « *allons-nous soutenir un Nagaland indépendant ? Ou un Jammu et un Cachemire indépendants ? Ou d'autres revendications sécessionnistes ?* »

Donc on en arrive à ceci : Le droit démocratique à l'autodétermination nationale ne peut être reconnu au sein de l'Etat multinational chinois car la mention de ce droit peut menacer les frontières actuelles de l'Etat multinational indien. Cette position nous dit Karat doit s'appliquer partout dans le monde, en Europe (Tchéchénie, Kosovo), en Chine ou dans n'importe quel pays asiatique car elle met en cause la souveraineté des nations au nom de « des droits de l'homme » et les minorités ethniques<sup>1</sup>

Il est intéressant de noter comment Karat confond la notion de la « souveraineté d'Etat » des Etats multinationaux avec la notion de « souveraineté nationale » des États-nationniant de cette manière concrètement la notion de « souveraineté nationale » pour les nations qui choisissent d'opter pour la construction d'États-nation.

En poussant ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique cette position implique qu'aucune lutte nationale contre le règne impérialiste ne peut être soutenue parce que cela affecte la souveraineté nationale de la puissance impériale. Le PCI(M) se considère comme le gardien des frontières de l'Etat indien et pour sa défense il est prêt à sacrifier le dernier Meitei, Naga et Kachemirien. C'est Staline qui déclarait que ceux qui ne reconnaissent pas le droit des peuples à l'autodétermination ne peuvent pas être considérés comme démocrates, encore moins considérés comme des socialistes. C'est sur cette base que les positions du PCI(M) doivent être jugées.

Les attaques actuelles de l'impérialisme américain et de ses partisans contre la politique tibétaine de la République populaire de Chine doivent être combattues tout en défendant le principe démocratique de base de l'autodétermination nationale. La lutte contre l'impérialisme américain ne doit pas être utilisée pour propager ou justifier des vues étrangères au marxisme sur la question nationale.

**Vijay Singh**

---

## **LA SERBIE EXPORTE DES ARMES EN IRAK**

**28 août 2009**

**Bojana barlovac**

Le quotidien **BLIC** rapporte vendredi que l'entreprise propriété de l'Etat serbe jugoimport SDPR société d'armements a signé un contrat de 70 millions d'euros pour l'exportation d'armes et d'équipements militaires pour l'IRAK.

Le ministre de la défense serbe Dragan Sutanovac a révélé que le contrat avait été accepté durant une récente visite en Irak par une délégation ministérielle.

« Ce contrat signifie du travail pour les six entreprises industrielles serbes qui emploient 6000 personnes » a indiqué Sutanovic au quotidien.

Fin 2007 jugimport avait signé un contrat avec l'IRAK sur la fourniture de produits industriels militaires d'un montant de 160 millions d'euros.

Le contrat nouvellement signé est le plus grand accord que la SERBIE a conclu cette année. La coalition internationale en IRAK conduite par les US a donné la permission de traiter avec la SERBIE. (1) .

**suite p 20**

BLIC dit que les pourparlers se poursuivent portant sur l'extension de l'accord et un contrat avec des compagnies de constructions serbes pour la rénovation de plusieurs bases et hôpitaux militaires en IRAK.

Sutanovac souligne que plusieurs autres contrats internationaux incluant des firmes de construction serbes sont en voie d'être conclus vers la fin de l'année. La source ministérielle du quotidien révèle que les nouveaux contrats commerciaux pourraient inclure des travaux en Lybie, en Algérie, en Egypte et dans les Etats d'Afrique centrale.

**Information de balkaninsight.com traduite par nos soins.**

**Business is business ! Cette information n'a-t-elle pas de quoi faire réfléchir les camarades qui s'imaginent que la Serbie est anti-impérialiste ?**

(1) D'autres ventes d'armes non comprises dans l'accord (hélicoptères, avions, porte-armes, lance-mines automatiques M21, uniformes militaires et autres) de la SERBIE à l'IRAK se font aussi par l'intermédiaire de sociétés américaines qui les revendent jusqu'à cinq fois leur prix de vente aux forces irakiennes de sécurité. La société Zastava a ainsi réalisé pour 20 millions de dollars de ventes d'armes à l'IRAK en 2008

Les lecteurs qui veulent plus d'informations sur ces réalités peuvent chercher sur Internet ou les demander à *La Voix des Communistes* qui les fera parvenir.

## LA LIBRAIRIE DU ROCML



- LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE
- LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE
- LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE
- FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE
- LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES

- CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS
- LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994
- LES FONDEMENTS THORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN URSS – BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clausewitz
- STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME DEMOCRATIQUE – Grover Furr
- LENINE ET L'ORGANISATION
- MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955
- LE CAPITAL (résumés –extraits) –Edition populaire – J. Brochardt 1919
- Et les CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME ( MARX, ENGELS, LENINE, STALINE)
- LA BROCHURE DU ROCML SUR LA CRISE ECONOMIQUE

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS, par COURRIEL ([Roc.ml@laposte.net](mailto:Roc.ml@laposte.net))  
ou à l'adresse postale « Les Amis de Karl Marx »  
BP 59 64340 BOUCAU